

Consultation publique sur le bilan du cycle en cours et les perspectives pour le prochain cycle
d'analyse des marchés

SYNTHESE

Altitude Infrastructure THD (ci-après « **AI THD** ») remercie l'ARCEP de lui permettre de s'exprimer sur son document de bilan et perspectives sur le marché du haut et très haut débit qui servira de base pour la révision des décisions de régulation des marchés concernés. Ces décisions sont en effet structurantes pour le marché en général et revêtent une importance cruciale pour un opérateur comme AITHD.

AITHD partage pleinement le constat de l'ARCEP sur le fait que le FTTH soit devenu une infrastructure incontournable pour le marché. Il s'agit de l'infrastructure de référence destinée à remplacer le cuivre. AITHD adhère aux enjeux suivants identifiés par l'ARCEP pour le prochain cycle de régulation :

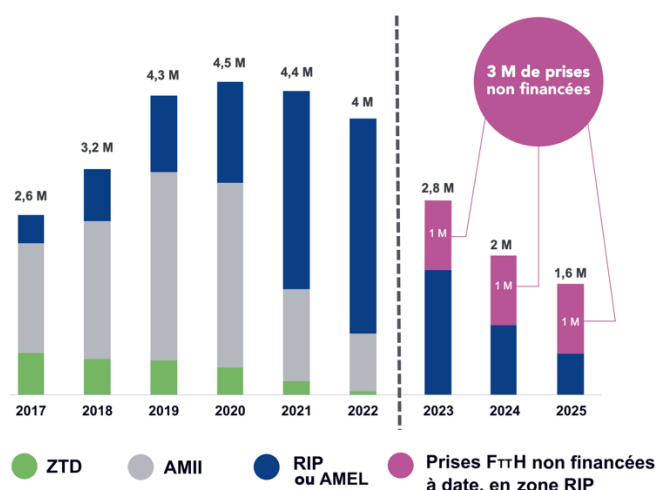
- S'assurer que la fibre soit en capacité de prendre le relai du réseau historique (disponibilité, gamme de services et qualité)
- Garantir que la bascule se fasse en préservant la dynamique concurrentielle
- Anticiper les conditions de fermeture du cuivre

Sur le dernier cycle de régulation, AITHD est devenu un acteur majeur de la fibre avec un prisme fort et assumé pour les zones moins denses du territoire et les RIP en particulier. Le terrain de jeu privilégié d'AITHD représente aujourd'hui 16,8 millions de prises. Cette zone est plus importante que la zone AMII (13,7 millions) et la Zone Très Dense (6,4 millions).

Ces zones sont essentielles à l'aménagement numérique de notre territoire. Il s'agit en effet de zones où l'investissement privé seul ne serait pas rentable. Il s'agit également de zone où les besoins en débit sont plus forts car les infrastructures disponibles ne permettent pas de fournir des débits satisfaisants. Il existe donc un vrai risque de fracture numérique qui serait insupportable pour les citoyens de ces zones à l'heure où le reste du territoire voit ses débits évoluer du Mbits au Gbits.

On observe que les RIP prennent une place de plus en plus importante dans la croissance des déploiements avec près d'1 million de nouvelles prises raccordables déployées entre T2 2018 et T2 2019. La montée en puissance va se poursuivre sur les trois prochaines années, les productions de prises en zone RIP ou AMEL devrait dépasser celle de la zone AMII dès 2021 selon le graphe ci-dessous réalisé pour Infranum.

Capacité annuelle de production des prises FttH



Dans cette zone, la part de marché d'AITHD représente un peu plus de 20% des prises contractualisées aujourd'hui (10% en national), et a vocation à conserver cette part de marché dans le temps. AITHD est donc le deuxième acteur de RIP après Orange. AITHD a également décidé de se candidater sur fonds propres dans le cadre des Appels à Manifestation d'Engagements Locaux lancés par le Gouvernement. Cette part de marché correspond aujourd'hui à un peu plus de 3 millions de prises réparties dans 16 projets. AITHD est donc devenu en quelques années seulement un opérateur d'infrastructure majeur dans le panorama français et continue d'afficher des ambitions fortes pour ce marché.

Le modèle d'AITHD est celui d'un acteur totalement dédié à l'infrastructure FTTH, indépendant et neutre (non intégré verticalement). Ce modèle dit de « wholesale only » est aujourd'hui très prisé en Europe et considéré comme un modèle vertueux par rapport aux modèles historiques d'opérateurs verticalement intégrés. Il nous semble être le seul à même de répondre aux fortes exigences en matière de non-discrimination imposées par le cadre réglementaire et le cadre des aides d'Etat. Certains pays ont d'ailleurs fait le choix de valoriser cette caractéristique à l'occasion des appels à candidature (Italie). Le nouveau code européen adopté fin 2018 prévoit également un allègement de la régulation pour ce type d'acteurs dans le but de favoriser leur émergence.

Il existe des différences structurantes entre opérateurs d'infrastructure intégrés et non intégrés sur le périmètre des RIP en France :

- Nombre d'opérateurs commerciaux clients : les RIP des opérateurs non intégrés sont aujourd'hui massivement commercialisés par les différents Opérateurs Commerciaux d'Envergure Nationale (ci-après « OCEN ») et Opérateur Commercial d'Envergure Locale (ci-après « OCEL »). Ce qui ne semble pas être le cas des RIP des opérateurs intégrés.

- Richesse des catalogues de service : les catalogues des RIP non intégrés offrent une large gamme de service allant du passif à l'actif, à destination du grand public et des entreprises, collectivités et opérateurs d'infrastructure permettant un foisonnement d'acteurs.

A date, AITHD a contractualisé avec une centaine d'opérateurs et les 4 OCEN – dont Orange tout récemment - et propose toute une gamme de solutions incluant bitstream fibre et collecte activée.

Le développement de ce modèle d'opérateur de gros en France est une des nouveautés du précédent cycle après des décennies caractérisées par le monopole des opérateurs intégrés. Cette caractéristique semble pourtant absente du bilan de l'ARCEP. Plus particulièrement, le caractère vertueux de ce modèle n'est pas mis en avant par l'ARCEP qui ne distingue pas les opérateurs intégrés des opérateurs non intégrés. Nous souhaiterions que l'ARCEP revoit son analyse sur ce point. Les opérateurs de gros devraient être perçus comme l'opportunité d'alléger la régulation et le travail du régulateur, cela ne semble pas être le cas dans l'analyse de l'ARCEP qui propose au contraire de renforcer les obligations sur l'ensemble des Opérateurs d'Infrastructure, qu'ils soient intégrés ou non.

De même, l'ARCEP se félicite de la montée en puissance des OCEN sur le FTTH et de leur arrivée annoncée sur le marché entreprise. Il ne nous semble toutefois pas souhaitable de limiter le marché à quatre grands opérateurs convergents fixe/mobile et entreprise/grand public sans mesures permettant à des plus petits acteurs de continuer à exister. Ces acteurs sont nécessaires pour l'animation du marché. L'arrivée et le maintien de ces acteurs sur le marché nécessite notamment des offres activées généralisées.

Dans le reste de ce document, AITHD décrit les sujets qui lui semblent devoir être traités pour permettre à l'Autorité de répondre aux trois enjeux qu'elle a identifiés (cf. supra).

Il s'agit en particulier :

1. Accompagner l'accélération des déploiements en zone RIP :

Les déploiements en zones RIP s'accroissent et ont vocation à tirer la croissance des déploiements à l'échelle nationale à court terme.

L'accès au génie civil est identifié comme « *un facteur essentiel du bon déroulement des déploiements FTTH* » par l'ARCEP. Le document ne relève toutefois pas que les déploiements en zone rurale nécessiteront la mobilisation d'infrastructures différentes de la ZTD et, dans une moindre mesure, de la zone AMII. La zone de jeu d'AITHD se caractérise par une sur-représentation des appuis aériens et des infrastructures gérées par des tiers (Enedis, l'ONF...).

Le cadre applicable aux infrastructures d'Orange prévoit depuis 2017 de fournir un accès aux infrastructures de génie civil dans des conditions non-discriminatoires et intègre un principe d'autonomie. Cette obligation s'adresse notamment aux opérations effectuées sur les appuis aériens. Selon les chiffres publiés par l'ARCEP, les besoins des opérateurs en zone RIP s'élèvent à 75% de

l'ensemble du périmètre concerné par les appuis aériens et a vocation à augmenter dans le temps. Ce sujet revêt donc une sensibilité toute particulière pour les opérateurs d'infrastructure principalement actifs sur les RIP. Pourtant, les conditions tarifaires et les modalités opérationnelles de la rénovation du réseau d'Orange restent aujourd'hui discriminatoires et ne fournissent pas un accès efficace, au détriment des déploiements dans les RIP.

AITHD appelle l'ARCEP à une action forte et rapide sur ce sujet.

2. Poser le cadre d'une exploitation permettant de maintenir des réseaux de qualité :

La qualité des prestations effectuées sur les raccordements finaux soulève aujourd'hui de nombreuses inquiétudes de la part d'AITHD et des autres opérateurs d'infrastructure, en particulier ceux présents sur les RIP. En multipliant le nombre d'intervenants sur le réseau, le mode STOC soulève de nombreux enjeux. Ces problématiques se sont exacerbées avec l'augmentation significatives du nombre de raccordement en 2019 et du fait d'un modèle de sous-traitance qui n'apporte pas les garanties nécessaires. Si AITHD se félicite de l'explosion du nombre de raccordement, il semble qu'il soit nécessaire d'encadrer sans plus tarder les règles d'intervention en mode STOC permettant de faire face à cette augmentation sans rogner sur la qualité des réseaux.

La situation actuelle n'est pas tenable, encore plus sur les RIP qui sont des biens de retour. Les opérateurs d'infrastructure conservent la responsabilité de l'ensemble de la ligne mais n'ont pas les moyens de connaître les actions des opérateurs commerciaux et de remédier efficacement aux dégradations.

Il est ainsi nécessaire et urgent d'aboutir à une homogénéisation des conditions relatives à la production et au SAV des raccordements réalisés en mode STOC sur les RIP.

3. Réussir la bascule vers la fibre comme infrastructure de référence remplaçant le cuivre à un horizon raisonnable

La bascule du cuivre vers la fibre est en marche. Sur les derniers dix-huit mois, le réseau fibre a enregistré autant d'abonnés fibre que sur les trois années précédentes. La fermeture du réseau cuivre est l'étape suivante naturelle.

Cette fermeture est souhaitable et sans doute même nécessaire pour permettre à la fibre d'optimiser son taux de pénétration et de limiter les impacts économiques d'une technologie obsolète. Cette fermeture doit toutefois être encadrée afin de garantir qu'elle se déroule dans des conditions non-discriminatoires pour l'ensemble des acteurs : opérateurs d'infrastructure comme opérateurs commerciaux concurrents d'Orange. Elle ne doit pas permettre à Orange d'arbitrer seul, les zones à éteindre ou de s'enrichir grâce à une hausse des tarifs.

La complétude sera un élément essentiel pour garantir que la bascule ne laisse personne au bord de la route. Il est donc nécessaire de traiter les sujets liés aux raccordements coûteux ou complexes. Il est également pertinent de s'interroger sur l'avenir du service universel.

4. Mutualisation efficace des réseaux fibres :

Le modèle d'opérateur « wholesale only » est bénéfique pour la concurrence. Il pourrait même justifier un allègement de la régulation. AITHD ne comprend pas la position de l'ARCEP visant à étendre à l'ensemble des opérateurs d'infrastructure des obligations principalement destinées à régler des problématiques liées à l'intégration verticale. Cette position est d'autant moins compréhensible que dans le même temps Orange retarde la mise en place des obligations qui sont plébiscitées par l'ensemble des opérateurs commerciaux (e-mutation retardée pour un délai incertain, disponible chez AITHD). AITHD reste ouvert aux améliorations et entretient des relations régulières avec les opérateurs commerciaux à cet effet. Toute nouvelle obligation visant les opérateurs d'infrastructure intégrés ou les opérateurs d'infrastructure des zones privées ne saurait être automatiquement imposée à tous. AITHD rappelle à l'ARCEP qu'elle a fait le choix du régime symétrique sur la fibre et que celui-ci ne lui confère pas les mêmes pouvoirs que le régime asymétrique appliqué sur le cuivre.

L'ARCEP a également fait le choix d'une régulation tarifaire sur la base de grands principes et non d'un contrôle strict des tarifs. Pour le moment, le marché se caractérise par une hétérogénéité des conditions qui se résorbe mais reste importante : entre zones privées et zones AMII, entre zones RIP, entre zones AMEL. AITHD est bon élève et s'interroge. AITHD invite l'ARCEP à accélérer l'homogénéisation des conditions, tarifs d'accès comme de renouvellement, au bénéfice de l'adoption de la fibre.

Une mutualisation efficace ne devrait pas couvrir uniquement les accès passifs destinés aux grands OCEN. Les offres activées – de collecte comme d'accès - sont cruciales pour l'animation du marché. AITHD rappelle d'ailleurs que jusqu'à l'année dernière, et encore aujourd'hui dans une moindre mesure et en fonction des projets, les acteurs locaux ont été cruciaux pour lancer la commercialisation sur les RIP. L'ARCEP ne devrait pas oublier cette réalité.

La fibre se caractérise par l'existence de plusieurs opérateurs de gros. Les processus décidés en groupe Interop sont nécessaires au bon fonctionnement du marché. Or, ces travaux ne sont pas assez rapides et laissent encore trop de marge de manœuvre aux opérateurs. Par ailleurs, la plateforme de test ne sera utile que si elle est ouverte aux plus petits opérateurs commerciaux, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui s'ils ne sont pas membres de l'APNF. L'objectif de ces travaux étaient pourtant bien aussi d'abaisser les barrières à l'entrée pour les petits acteurs.

5. Permettre aux entreprises de migrer vers la fibre :

Les entreprises françaises souffrent d'un retard important en matière de digitalisation et de migration vers la fibre. Cette situation n'est pas acceptable alors que la fibre grand public est enfin un grand succès. Les zones RIP montrent que tout est encore possible. AITHD propose sur ses réseaux une gamme d'offres complète permettant aux opérateurs d'entreprise de proposer sur la fibre des offres équivalentes au cuivre. L'ARCEP doit désormais s'attaquer au reste du marché qui ne propose toujours pas d'offre pertinente.

Le sujet de la migration des entreprises est essentiel pour la fermeture du cuivre.

REPONSES AUX QUESTIONS

Question S.1

Quelle est votre appréciation de l'évolution de la demande des entreprises concernant les accès redondés et les implications éventuelles sur la demande en garantie de temps de rétablissement que vous identifiez ?

La redondance des accès est une demande forte de la part des entreprises ayant un besoin de sécurisation et de qualité élevée. Cette nécessité reste une réalité avec la fibre optique. Les GTR ne permettent pas de répondre de manière satisfaisante à ce besoin. C'était déjà le cas dans le cuivre et cela n'a pas changé avec le réseau fibre. La fibre apporte certes plus de débit mais ne modifie pas les autres besoins des clients entreprises liés à la GTR, au débit garantis ou à la sécurisation.

Question S.2

Quelle est votre perception de l'importance de cette pratique sur le marché et de sa dynamique ?

AITHD n'a pas de commentaires.

Question S.3

Quelle est votre appréciation de l'impact à court, moyen et long terme du développement de la 5G sur le marché fixe s'agissant de besoins spécifiques des entreprises ?

AITHD suit d'une manière attentive les travaux relatifs au développement de la 5G. Cette technologie devrait répondre à des besoins spécifiques des entreprises en apportant plus d'intelligence, plus de débit et moins de latence. Il est toutefois essentiel de préciser que la 5G, et le mobile en général, ne saurait être considéré comme un substitut à la fibre optique. Plus les débits mobiles augmenteront plus les besoins de raccordement à la fibre optique des équipements radio seront importants. Le réseau fibre sera, et est déjà, essentiel pour la performance du réseau mobile.

Question S.4

Quelles évolutions de la régulation seraient susceptibles, selon vous, de contribuer à diminuer les barrières existantes au changement d'opérateur ?

AITHD n'a pas de commentaires.

Question S.5

Quelle appréciation avez-vous des écarts de mutualisation observés entre les zones ? Quelles évolutions anticipez-vous en matière de mutualisation des réseaux FttH pour le prochain cycle de marché ?

L'ARCEP retient que « *les zones moins denses d'initiatives publiques restent marquées par des niveaux de mutualisation plus faibles malgré un réel mouvement d'accélération* ».

AITHD invite l'ARCEP à relativiser ce constat. Il faut bien noter que les déploiements massifs ont débuté plus tard dans les zones RIP, certaines étant encore en cours d'attribution. Il semblerait ensuite pertinent de distinguer, au sein de la zone d'initiative publique, les taux de mutualisation des opérateurs verticalement intégrés.

AITHD pour sa part, a désormais contractualisé avec les quatre OCEN (le dernier pendant l'été) et avait déjà contractualisé avec quatre-vingts opérateurs commerciaux. AITHD propose sur ses réseaux une gamme de services permettant à l'ensemble des opérateurs, OCEN et OCEL, quelle que soit leur taille, de proposer des services concurrentiels aux clients finaux allant du cofinancement à la location mais aussi de l'activer depuis le NRO ou sur le segment de la collecte.

Le tableau ci-dessous reflète la réalité de la mutualisation sur les réseaux d'AITHD:

	Janvier 2019	Août 2019	Septembre 2019
1 OC au NRO	[...]	[...]	[...]
2 OC au NRO	[...]	[...]	[...]
3 OC au NRO	[...]	[...]	[...]
4 OC au NRO	[...]	[...]	[...]

Pour ce qui concerne la mutualisation passive, le taux de mutualisation évolue principalement en fonction du rythme d'arrivée et de déploiement des OCEN, il est en tout cas bien supérieur aux données de l'ARCEP et devrait continuer à évoluer avec la commercialisation très prochaine d'Orange sur nos RIP. Il faut rappeler que l'appétence des OCEN pour les RIP reste encore très récente. Les OCEL ont longtemps été les seuls opérateurs à faire vivre nos réseaux.

Quand on ajoute les opérateurs activés, les chiffres de la mutualisation sont bien différents. AITHD compte entre [...] et [...] opérateurs commerciaux actifs par zone sur le segment grand public et une trentaine sur le segment entreprise.

L'ARCEP ne valorise pas cette concurrence activée qui nous semble pourtant importante pour l'animation du marché, en particulier le marché entreprise, ou pour cibler des besoins spécifiques

L'ARCEP relève également que le recours au cofinancement est très inférieur dans les zones publiques. AITHD souligne sur ce point que les conditions d'accès au cofinancement sont pourtant aussi attractives dans les zones publiques que dans les zones privées. Le sujet ne semble donc pas être un sujet d'offre mais bien un sujet stratégique du côté des grands opérateurs commerciaux.

Enfin, AITHD attire l'attention de l'ARCEP sur un possible goulot d'étranglement sur le tronçon NRA/NRO. Nous observons en effet des cas de saturation au niveau du GC entre le NRA d'Orange et notre NRO qui peut dans certains cas nous empêcher de tirer nos câbles. Les opérateurs alternatifs semblent également rencontrer le même genre de problématiques. Ce sujet mériterait d'être regardé par l'ARCEP et, si nécessaire, que des règles claires soient posées pour ce segment.

Question S.6

Avez-vous des observations sur les offres d'hébergement et de collecte ?

AITHD estime que les offres de collecte activée sont indispensables pour que l'ensemble des opérateurs commerciaux, OCEL mais aussi OCEN n'ayant pas forcément regroupé tous les NRO, puissent être présents en zone d'initiative publique.

Il paraît raisonnable que l'Autorité prenne des mesures permettant de généraliser ces offres sur l'ensemble du territoire afin de dynamiser le marché entreprise.

S'agissant des offres d'hébergement, AITHD invite l'ARCEP à se pencher sur un possible goulot d'étranglement sur le lien entre les NRA et les NRO (cf. réponse précédente). Les offres d'hébergements aux NRO des opérateurs non intégrés ne nous semblent pas soulever de sujets majeurs.

Question S.7

Y a-t-il d'autres aspects dans l'évolution des marchés de gros généralistes qui doivent, selon vous, retenir l'attention de l'Autorité ?

Question E.1

Avez-vous des observations sur les enjeux tels qu'identifiés par l'Autorité pour le prochain cycle d'analyse des marchés fixes, concernant les marchés et segments généralistes ?

Question E.2

Avez-vous des observations sur les enjeux tels qu'identifiés par l'Autorité pour le prochain cycle d'analyse des marchés fixes, concernant les marchés et segments entreprises ?

L'objectif de cette consultation est de faire un bilan des évolutions du marché du haut et très haut débit sur les trois dernières années, mais aussi de dégager les grands enjeux qui se présentent au secteur et au régulateur pour les trois, voire cinq prochaines années. AITHD s'interroge sur le fait que l'Autorité ne mentionne pas dans sa consultation publique, certaines évolutions mais aussi différentes problématiques dont les enjeux lui semblent structurants pour le secteur.

L'ARCEP ne mentionne nulle part l'importance grandissante prise par les opérateurs neutres sur le marché de la fibre optique. Cet élément est pourtant une des évolutions majeures des trois dernières années. Les opérateurs d'infrastructure neutres représentaient tout juste un peu plus de 300 000 prises raccordables début 2017, et atteignent les 1,2 millions début 2019. A la fin des déploiements, ces opérateurs d'infrastructure représenteront 8 millions de prises, soit près de 30% des prises. En plus de leur poids significatif dans le déploiement de la boucle locale fibre, il est utile de noter leur rôle positif pour la concurrence. Le modèle « wholesale only » a d'ailleurs été promu et repris par la Commission européenne dans son nouveau code des communications électroniques. L'OCDE dans son rapport « the operators and their future » publié en 10 septembre 2019, l'identifie comme un des modèles d'avenir des opérateurs : « *This category of operators may significantly change the dynamics of communication markets. It could be a more cost-effective model for investment in broadband networks if these operators can generate attractive propositions for others to use their infrastructure. For operators in the future, the various wholesale-only models could help save costs, increase use of networks and perhaps minimise risk compared to retail businesses* ».

La période est également caractérisée par la multiplication des engagements L.33-13 du CPCE, en zones AMII et AMEL. Ces engagements constituent une nouvelle forme d'intervention pour l'Autorité. L'encadrement tarifaire des zones AMEL par exemple a été mis en œuvre via cette procédure d'engagement. Ces engagements ont fait l'objet d'avis de l'ARCEP mais sont validés par le ministre, c'est ensuite l'ARCEP qui est compétente pour sanctionner les opérateurs en cas de non-respect. Nous observons que cette procédure a créé un certain flou pour les acteurs et des conditions d'accès non homogènes sur le territoire.

AITHD estime que les sujets liés aux raccordements seront des sujets cruciaux dans les prochains mois/années. Le raccordement est en effet un challenge aujourd'hui, aussi bien dans sa dimension financière, en particulier pour certains types de raccordement, que dans sa dimension opérationnelle, du fait de l'existence du mode STOC et dans la mesure où la capacité des opérateurs commerciaux à produire des raccordements semble être un enjeu majeur pour continuer l'accélération de la commercialisation et donc de la migration efficace et rapide des abonnés du cuivre vers la fibre.

Le sujet des raccordements est bien présent dans certaines questions posées par l'ARCEP dans cette consultation. Il nous semble toutefois (i) qu'il mériterait d'être identifié comme un sujet en tant que tel et (ii) que les problématiques financières devraient également être identifiées dans ce document.

- A. Fiches Cuivre Généraliste

Fiche A.1. Assurer le maintien d'une qualité de service satisfaisante sur la boucle locale cuivre

Pas de remarques

Fiche A.2. Préparer une fermeture du réseau cuivre

La fibre a vocation à remplacer le cuivre. Elle constitue l'infrastructure de référence pour les 50/100 prochaines années. Elle offrira en effet des performances qui devraient restées inégalées quelles que soient les évolutions des autres technologies : 5G et générations mobiles suivantes, autres technologies fixes telles que le coaxial.

Dans ces conditions, envisager la bascule du cuivre vers la fibre, et donc, à un moment donné, la fermeture de l'infrastructure du passé, est nécessaire. AITHD se félicite donc des réflexions engagées par l'ARCEP depuis plusieurs années maintenant.

Avant de décider d'éventuels ajustements à la régulation du cuivre ou des délais relatifs à sa fermeture, la loi a créé un statut de « zone fibrée ». L'ARCEP propose également de définir un statut de zone de migration accélérée ou « ZMA » visant au déclenchement des ajustements tarifaires. La définition du statut de zone fibrée est donc au cœur du dispositif de fermeture. AITHD estime que les critères devraient permettre une gestion souple de ce statut. Par exemple la couverture pourrait ne pas être de 100% au moment de la demande. Il serait en revanche pertinent de prévoir un niveau de pénétration minimale de la fibre.

Une fois le statut demandé, il serait pertinent de fixer un délai strict de fermeture commerciale du cuivre, puis un délai de fermeture technique. Les 5 ans envisagés sont trop longs. Ces délais sont prévus par la recommandation NGA qui date de 2009, pour les situations où l'opérateur puissant décide unilatéralement de modifier leur architecture ou fermer des éléments de réseau. Ces 5 ans ne sont pas adaptés dans le cas où la zone cuivre a déjà massivement basculé vers la fibre, sur le gros et sur le détail, et que l'ensemble du marché a suivi le mouvement. Le délai de cinq ans ne tient pas non plus compte du fait que de nombreux usages sont également disponibles sur les réseaux mobiles, notamment à bas débit. Ce délai sera un élément clef pour accélérer et achever la bascule. Un délai de 3 ans semblerait suffisant.

L'opérateur historique est à la fois le propriétaire du réseau cuivre, un acteur prédominant du marché cuivre de détail, notamment sur l'entreprise, et un opérateur d'infrastructure fibre sur certaines zones du territoire. Orange ne doit pas pouvoir choisir les zones prioritaires, notamment en fonction des zones où Orange est opérateur d'infrastructure. Le calendrier de fermeture du cuivre doit être décidé par l'ARCEP avec la participation de l'ensemble des acteurs, opérateurs d'infrastructure comme opérateurs commerciaux, acteurs publics et privés, entreprises et grand public.

AITHD ne pense pas que des usages justifieront de garder le cuivre allumé sur le long terme. Il est temps de lancer une vraie réflexion sur le traitement des usages qui soulèvent aujourd'hui des questions, comme les usages auto-alimentés. Ces usages pourraient par exemple être gérés sur des réseaux mobiles à basse consommation. D'autres problématiques sont plus liées à l'arrêt du RTC qu'à celui de l'ADSL. Il est surprenant de penser que les infrastructures de référence de demain ne seront pas capables de gérer l'ensemble des usages gérés par le cuivre. Dans l'hypothèse où Orange souhaiterait conserver le cuivre pour elle-même ou son usage, elle devra seule en supporter le coût d'exploitation.

AITHD n'a pas de position tranchée sur l'opportunité d'un allègement des obligations imposées à Orange sur le cuivre dans les zones fibrées : levée de l'orientation vers les coûts et des obligations de qualité de service. Dans tous les cas, si une hausse devait être décidée, elle ne pourrait être acceptable et non discriminatoire que si ses profits ne bénéficient pas uniquement à Orange mais au déploiement de la fibre en général et en priorité aux goulots d'étranglement ralentissant la migration comme le raccordement par exemple, financement des raccordements coûteux par exemple.

AITHD invite l'ARCEP à étudier les pays où la fermeture a été lancée et à publier un rapport public sur l'expérimentation Palaiseau pour alimenter le débat public, notamment sur les délais, les conditions techniques de dépose, la gestion des usages et des offres de gros...

Enfin, le débat sur la fermeture doit également être l'occasion de poser à plat le cadre du service universel et de lancer une réflexion sur le financement des prises les plus chères par une forme de solidarité nationale.

Fiche A.3. Tarifs de l'accès à la boucle locale cuivre

Pas de remarques

Fiche A.4. Évolution des offres d'accès à la boucle locale cuivre d'Orange en accompagnement de la fin programmée des offres RTC

Pas de remarques.

B. Fiches Fibre Généraliste

Fiche B.1. Renforcement des garanties de non-discrimination opérationnelles et techniques dans les processus FttH

Question B.1-1

Quelle appréciation faites-vous de la mise en œuvre des actions annoncées par Orange lors de l'analyse des marchés ?

AITHD a pris note de la démarche d'Orange initiée à la suite de la dernière analyse de marchés pour répondre aux préoccupations de l'ARCEP relatives aux garanties nécessaires de prévention des différences de traitement. Il est dans l'intérêt de l'ensemble du marché que soit garanti un haut niveau de non-discrimination entre les opérateurs commerciaux. AITHD ne dispose toutefois pas d'éléments lui permettant d'apprécier la mise en œuvre des actions annoncées par Orange et s'interroge sur la longueur du délai – 2020 - pour le recours à des outils communs.

Question B.1-2

Vous apparaît-il nécessaire que des garanties de non-discrimination opérationnelles similaires soient mises en place plus largement, par les opérateurs d'infrastructure ? Si oui, pour quelles raisons et selon quelles modalités ?

AITHD considère qu'il n'est pas opportun que l'Autorité étende les garanties de non-discrimination opérationnelles mises en place par Orange à l'ensemble des opérateurs d'infrastructure.

En particulier, les opérateurs d'infrastructure non intégrés verticalement sont par nature neutres vis-à-vis des opérateurs commerciaux. C'est le cas d'AITHD qui met à disposition dans le même temps avec le même niveau de détail et les mêmes possibilités d'exploitation à l'ensemble des opérateurs commerciaux les mêmes informations et processus techniques et opérationnels via les mêmes outils et interfaces.

De plus, en vertu de l'article L.1425-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (ci-après « CGCT »), les opérateurs d'infrastructure opérant sur les RIP doivent garantir aux opérateurs commerciaux le respect du principe d'égalité et de libre concurrence sur les marchés des communications électroniques dans des conditions objectives, transparentes, non discriminatoires et proportionnées. L'obligation de non-discrimination figure également à l'article 5 de la décision n°2015 0776 du 2 juillet 2015 de l'Autorité.

Il ne semble aujourd'hui pas nécessaire de renforcer les obligations imposées aux opérateurs d'infrastructure en matière de non-discrimination, en particulier pour les opérateurs non intégrés verticalement.

Question B.1-3

La circulation de l'information chez les opérateurs d'infrastructure verticalement intégrés est-elle, pour vous, un sujet de préoccupation ? Si oui, quels sont les types d'information sur lesquels portent vos préoccupations et pourquoi ? Identifiez-vous des méthodologies ou des outils pertinents afin d'améliorer les garanties offertes de ce point de vue ?

Il est crucial de garantir que les opérateurs verticalement intégrés mettent bien en place une « muraille de Chine » entre leurs branches d'infrastructure et de détail et que l'ARCEP se donne les moyens de vérifier la mise en œuvre effective de cette obligation, par exemple dans les zones où Orange est l'opérateur d'infrastructure.

Fiche B.2. Renforcement des garanties de non-discrimination dans la livraison des composantes de l'accès et des ressources associées**Question B.2**

- Quelle appréciation avez-vous de la mise en œuvre des mécanismes de synchronisation (ou de report) par Orange décrits ci-avant ?
- Quelle appréciation avez-vous des processus adoptés par les autres opérateurs d'infrastructure pour assurer la livraison des liens NRO-PM et des ressources associées dans des délais compatibles avec l'ouverture à la commercialisation des lignes ?
- Que pensez-vous des solutions qui sont aujourd'hui mises en œuvre pour assurer la qualité de service en exploitation ?
- Pensez-vous qu'il soit souhaitable d'étendre les mécanismes de synchronisation à d'autres types de prestations, notamment s'agissant des demandes d'hébergement au NRO et à d'autres opérations comme celles de vie du réseau ?

AITHD souligne que ces mécanismes de synchronisation étaient initialement justifiés par le fait que Orange est à la fois un opérateur d'infrastructure et un opérateur commercial. L'objectif de cette synchronisation est de garantir que l'ensemble des opérateurs commerciaux aient bien la possibilité de débiter la commercialisation dans les mêmes délais.

AITHD considère qu'il n'est pas opportun que les mécanismes mis en œuvre par Orange soient étendus aux autres opérateurs d'infrastructure, en particulier aux opérateurs d'infrastructure non intégrés. En effet, tout est fait chez les opérateurs d'infrastructure non intégrés pour que tous les opérateurs commerciaux puissent commercialiser en même temps.

Ainsi, AITHD a mis en place un suivi permettant de communiquer aux opérateurs commerciaux les informations relatives au calendrier prévisionnel des déploiements afin qu'ils commandent dans les temps les ressources associées aux lignes.

Par ailleurs, un fichier de suivi permet aux opérateurs commerciaux d'avoir les informations leur permettant d'anticiper la commercialisation.

Enfin, la mise à disposition des PM ne peut être prononcée tant que le réseau de transport n'a pas été construit. De ce fait, le CR MAD PM n'est pas réalisé tant que le lien NRO-PM ne peut pas être fourni.

Concernant l'hébergement au NRO ou d'autres opérations comme celles de vie du réseau, AITHD indique que les demandes d'hébergement sont d'ores et déjà prises en compte dans son mécanisme de synchronisation.

A ce titre, AITHD rappelle que l'ouverture à la commercialisation d'une ligne ne peut avoir lieu avant l'expiration d'un délai de prévenance de trois mois suivant la mise à disposition du point de mutualisation comme le mentionne l'article de 6 de la décision n° 2015-0776 du 2 juillet 2015. Ainsi, le délai de prévenance de trois mois permet à l'opérateur d'infrastructure et à l'opérateur commercial de réaliser les différentes actions nécessaires à l'adduction des PM avant l'ouverture commerciale.

Dans l'hypothèse où des cas problématiques seraient rencontrés par les opérateurs commerciaux, AITHD estime plus efficace et proportionné de trouver des solutions au cas par cas plutôt que de se voir imposer un mécanisme complexe et coûteux à mettre en œuvre pour répondre à une minorité de cas.

Des travaux sont également en cours en Interop.

Fiche B.3. Qualité de service et résilience des réseaux FttH en exploitation

Question B.3-1

- a. Quelles difficultés d'exploitation observez-vous ou rencontrez-vous sur les réseaux FttH pour lesquels vous êtes opérateur commercial ?
- b. Quelle est votre évaluation du niveau de criticité de ces difficultés sur les réseaux FttH, et le cas échéant, êtes-vous en mesure de fournir les indicateurs correspondants ?
- c. Que pensez-vous des solutions qui sont aujourd'hui mises en œuvre pour assurer la qualité de service en exploitation ?
- d. Quelles solutions complémentaires pourraient ou devraient être mises en œuvre par les opérateurs (d'infrastructure ou commerciaux) pour remédier à ces difficultés ?

De manière générale, AITHD n'a pas connaissance de difficultés d'exploitation rencontrées par les opérateurs commerciaux sur ses réseaux FTTH. Néanmoins, AITHD s'inquiète de la dégradation de la qualité des opérations liées aux raccordements en mode STOC en zone RIP. Ce constat est partagé par l'ensemble des opérateurs d'infrastructure en zone RIP et par Infranum.

Le mode STOC est une situation inédite pour les réseaux télécoms en ce qu'il permet à une multitude d'acteurs d'intervenir de manière très souple sur l'infrastructure mutualisée, notamment au niveau des PM et des PBO. AITHD n'a pas connaissance de ce mécanisme dans d'autres pays. Sur le cuivre, Orange est le seul intervenant dans le raccordement des abonnés. Les autres opérateurs peuvent depuis quelques années intervenir en autonomie aux PC mais uniquement en SAV et dans des conditions strictement encadrées. Orange a toujours refusé toute intervention des opérateurs alternatifs aux sous-répartiteurs et au NRA (hors de la salle dédiée aux équipements des dégroupés). Orange a également interdit toute opération de mutation sur son réseau. Toutes ces interventions sont désormais possibles en autonomie sur le FTTH.

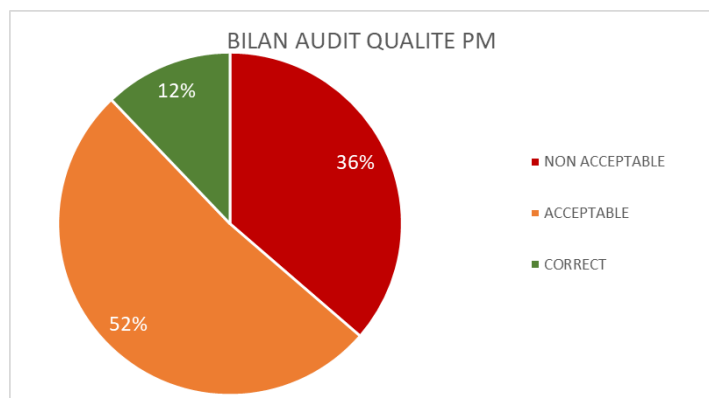
Si AITHD ne remet pas en cause l'existence du mode STOC en tant que tel, il est toutefois indispensable de prendre en compte le caractère nouveau et exceptionnel du raccordement FTTH en France et d'en tirer les conséquences sans plus tarder afin que les raccordements à venir ne se fassent plus au détriment de la qualité du réseau. Cette situation a des conséquences désastreuses qui perdureront sur le long terme. A court terme, les utilisateurs peuvent également souffrir de ces dégradations : délai de raccordement, coupure du service...

Le constat :

AITHD a d'ores et déjà présenté au cours du groupe de travail dédié les résultats d'une campagne d'audits de 70 PM réalisée en mars 2019 sur un de nos RIP par nos techniciens de maintenance qui ont passé en revue 25 points de contrôle par PM. Ces contrôles sont répartis dans 4 grandes familles : distribution, jarretière/coupleur, zone de lovage et baie extérieure.

Sur un total de 1700 points de contrôle, 400 étaient non conformes. Ils peuvent concerner un ou plusieurs raccordements, et donc clients.

Bilan par PM :



CORRECT : le taux de OK est supérieur ou égal à 90%

ACCEPTABLE : le taux de OK est supérieur ou égal à 75% et inférieur à 90%

NON ACCEPTABLE : le taux de OK est inférieur à 75%

Bilan par famille de contrôle :

	Conforme à
PARTIE DISTRIBUTION	76%
JARRETIERAGE PARTIE COUPLEUR	77%
ZONE DE LOVAGE	59%
ETAT GENERAL DE LA BAIE EXTERIEUR	98%

Il ressort de cette étude terrain que, si l'état extérieur de la très grande majorité des PM est bon, l'état intérieur n'est pas satisfaisant.

En particulier, AITHD constate dans un nombre significatif de cas que :

- les brassages ne sont pas réalisés dans le respect des STAS ;
- les tiroirs sont laissés ouverts ;
- les raccordements finals ne sont pas correctement réalisés ;
- les PBO ne sont pas refermés ;
- les routes optiques ne sont pas respectées ;
- la majorité des bouchons sont ôtés et laissés sur le sol.

Les solutions préconisées par AITHD :

La décision n°2015-0776 précise que l'opérateur d'infrastructure est « responsable de la ligne de communications électroniques à très haut débit en fibre optique de bout en bout, c'est-à-dire du point de mutualisation jusqu'au dispositif de terminaison intérieure optique (DTIO) » (article 4.2.1.). AITHD est donc bien responsable de l'intégralité des lignes FTTH y compris en mode STOC.

Par ailleurs, en zone RIP, le réseau est un bien de retour, les dégradations actuelles sont donc encore plus insupportables puisqu'elles touchent un bien public. AITHD en tant qu'opérateur de RIP veille à préserver les intérêts des autorités délégantes en assurant notamment la qualité et la pérennité des éléments du réseaux.

Les interventions de raccordement explosent sur les derniers semestres. Ce constat général est également vrai pour les RIP avec l'arrivée des OCEN (AITHD a vu ses commandes multipliées par 3 depuis le début de l'année et Orange n'est pas encore commercialement ouvert). AITHD considère qu'il est urgent et indispensable d'encadrer les interventions des opérateurs commerciaux en mode STOC afin de limiter les impacts sur le réseau, impacts techniques et financiers, et de permettre aux opérateurs commerciaux de continuer à raccorder dans de bonnes conditions.

Ce chantier devrait également inclure le SAV en mode STOC. Le SAV en mode STOC est réalisé par l'opérateur commercial. En revanche, comme précisé plus haut, l'opérateur d'infrastructure reste bien responsable de la ligne de bout en bout. L'opérateur d'infrastructure en zone RIP est également souvent interrogé par les collectivités sur la gestion des plaintes. Or, AITHD n'a aujourd'hui aucune visibilité sur les interventions opérées par les opérateurs et les dates associées. AITHD est ainsi dans

l'impossibilité de faire un suivi des interventions des opérateurs commerciaux sur les différents RIP et de communiquer ces informations aux autorités délégantes en cas de plaintes des utilisateurs finals.

Ce chantier devrait permettre d'aboutir sur un socle commun d'exigences susceptibles d'être demandées par les opérateurs d'infrastructure dans le but de résoudre les problèmes identifiés sur le terrain. ALTHD présente ci-dessous des pistes d'évolution allant du respect de la réglementation actuelle à des mécanismes plus efficaces de notification et gestion des dégradations. Les travaux pourraient permettre la rédaction d'une forme de contrat type qui serait validé par l'ARCEP pour cette prestation très spécifique.

- *Contrôle de la sous-traitance : le respect du cadre législatif :*

Le contrat STOC est aujourd'hui un contrat de sous-traitance qui doit être soumis aux modalités de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et plus particulièrement : la déclaration et agrément auprès du maître d'ouvrage de l'opérateur commercial (en tant qu'entreprise principale) et de ses sous-traitants, plan de prévention du maître d'ouvrage obligatoire, convocation des sous-traitants à une visite d'inspection commune, accréditation des intervenants.

- *Travailler à un plus haut niveau de qualité des interventions :*

Il est indispensable que l'ensemble des intervenants respectent les STAS des opérateurs d'infrastructure et les règles de l'art. L'Autorité souligne d'ailleurs dans sa décision de 2015 que « *une demande d'un opérateur commercial souhaitant réaliser lui-même, en qualité de sous-traitant de l'opérateur d'immeuble, le raccordement final peut, sauf exceptions et sous réserve du strict respect des règles de l'art, être regardée comme raisonnable* » et précise sur ce point qu'il « *pourrait être justifié qu'un opérateur d'immeuble rejette une telle demande dans le cas où l'opérateur commercial méconnaîtrait, de manière répétée, les règles de l'art et les spécifications techniques raisonnables définies par l'opérateur d'immeuble* ». Le respect des STAS et des règles de l'art est donc un élément primordial.

Il est également essentiel que l'ensemble des intervenants répondent aux formations et qualifications adaptées et que les opérateurs commerciaux fournissent bien aux intervenants le matériel approprié (nacelle, compresseur...).

L'opérateur d'infrastructure doit avoir les moyens de vérifier le respect par l'opérateur commercial et ses intervenants de ces éléments.

Les opérateurs commerciaux devraient donner aux opérateurs d'infrastructure une visibilité sur les prévisions de commandes à minima sur trois mois glissants lui permettant de dimensionner ses équipes, les besoins en reprov...

Les déclarations à tort de CR STOC KO doivent être mieux encadrées. L'opérateur commercial devrait par exemple contacter la hotline de l'opérateur d'infrastructure avant d'envoyer un CR STOC KO et fournir une fiche de blocage en cas de problème avec une infrastructure souterraine.

Enfin, AITHD constate que certains opérateurs commerciaux ne respectent pas l'attribution des routes optiques lors de l'intervention. Cette pratique, si généralisée sans encadrement, pourrait avoir des conséquences importantes dans les SI et les raccordements futurs. AITHD espère que l'utilisation des outils e-mutation permettra d'assainir ce type de pratiques et ne conduira pas au contraire à leur généralisation. AITHD invite l'ARCEP à rappeler aux opérateurs commerciaux que les mutations de confort ne sont pas autorisées.

AITHD note que les opérateurs commerciaux ne semblent pas suffisamment prendre en compte le contexte particulier des RIP. Il s'agit de zones moins denses ce qui nécessite une cadence du nombre de raccordements par jour adaptée et ne mettant pas en péril la qualité des raccordements (retour expérience en mode OI : volume 2 à 3 par jour) et la prise en compte de la proportion plus importante de raccordement pavillon et d'aérien et des raccordements longs.

- *Etablir des remontés d'information aux opérateurs d'infrastructure sur les interventions :*

L'opérateur d'infrastructure n'a aujourd'hui quasiment aucun moyen de suivre les interventions des opérateurs commerciaux sur son propre réseau. Il est pourtant responsable de la ligne FTTH de bout en bout. L'opérateur d'infrastructure doit recevoir des notifications et compte-rendu sur les interventions, de production comme de SAV.

AITHD rappelle à ce sujet à l'Autorité que le Protocole Accès a été validé par Interop mais à défaut d'un consensus entre les acteurs du marché, le recours au dépôt de photos reste facultatif. AITHD souhaite que le compte-rendu d'intervention détaillé et enrichi soit effectivement rendu obligatoire.

Il est également nécessaire que l'opérateur commercial communique les dates de réalisation des raccordements/interventions pour un audit plus facile, et le délai de réalisation des RDV pour les collectivités. AITHD souhaiterait aussi que les opérateurs commerciaux partagent des indicateurs de suivi de la qualité comme le délai de raccordement ou de reprise des malfaçons, la qualité de réalisation...

Ces sujets relèvent majoritairement des travaux Interop. Il est urgent d'avancer et de garantir une mise en œuvre rapide et généralisée.

- *Reprise efficace des malfaçons et dégradations :*

Les opérateurs d'infrastructure n'ont aujourd'hui pas les moyens de suivre et auditer de manière suffisante les dégradations. Il n'existe pas non plus de système permettant de garantir la reprise efficace des dégradations et malfaçons. La situation actuelle est intenable pour les opérateurs d'infrastructure qui supportent les coûts opérationnels et économiques des reprises. Cette situation est également inefficace car elle n'incite pas les intervenants à la qualité. AITHD souhaite discuter d'un système de reprise des dégradations et malfaçons réellement efficace pour la qualité du réseau et incitatif pour les opérateurs commerciaux et leurs intervenants (pénalité dissuasives, possibilité pour l'opérateur d'infrastructure de faire des campagnes de reprises facturées aux opérateurs commerciaux présents, y compris en fonction de leur nombre de ligne affectées...)

Question B.3-2

- a. Quel niveau de qualité de service vous semble-t-il pertinent d'assurer sur les réseaux FttH ? Ce niveau vous semble-t-il devoir être atteint à court terme ou selon un calendrier progressif ?
- b. Quels vous semblent être les indicateurs pertinents à suivre pour l'opérateur d'infrastructure FttH ?
- c. Vous semble-t-il souhaitable d'imposer aux opérateurs d'infrastructure FttH le respect de certains seuils minimaux, à l'image de ceux applicables à l'opérateur fournissant le service universel téléphonique ?

En tant qu'opérateur de gros, AITHD a pour objectif de satisfaire les besoins et demandes de ses utilisateurs et donc de leur apporter un haut niveau de qualité. AITHD a d'ailleurs différents SLAs accompagnés de pénalité dans ses contrats avec les différents opérateurs commerciaux. Quand il intervient sur des zones RIP où le réseau est un bien de retour, AITHD doit également respecter un certain niveau de performance au titre de ses contrats avec les collectivités. Les niveaux de performance dépendent des différents contrats locaux.

Nous comprenons par ailleurs que la décision de 2015 prévoyait déjà que l'ARCEP mette en place des indicateurs comme par exemple le délai de livraison des accès. AITHD considère que ce sujet, qui revêtait une importance particulière dans le contexte du cuivre dans la mesure où Orange était (i) soumis à des obligations de service universel et (ii) intégré verticalement avec l'opérateur dominant sur le marché de détail, ne peut faire l'objet d'une transposition basique du cuivre à la fibre : la fibre est encore en déploiement et nous avons encore peu de recul, le mode STOC impose de repenser les KPIs.

Si des indicateurs devaient effectivement être mis en place, il convient de bien distinguer les responsabilités de chacun des acteurs sur la maîtrise des éléments concernés. Par exemple, un certain nombre des indicateurs définis dans le cadre du service universel liés au raccordement (prod et SAV) dépendraient dans le réseau fibre des opérateurs commerciaux. Les indicateurs devraient également être représentatifs des performances délivrées par l'opérateurs, ainsi des indicateurs qui ne porteraient que sur une part insignifiante des clients sauraient être perçus comme représentatifs (sur l'activité par exemple).

Pour ce qui concerne les niveaux minimums, ce sujet nous semble encore trop prématuré pour une infrastructure en plein déploiement. Le risque est de créer une usine à gaz pour ce qui semble être un non sujet aujourd'hui.

Question B.3-3

Comment assurer, selon vous, un haut niveau de résilience sur les réseaux FttH ? Les acteurs sont invités à indiquer les mesures qui leur semblent pertinentes afin d'assurer une résilience suffisante de l'infrastructure.

AITHD n'a pas achevé la construction de son réseau, et donc le bouclage de la collecte. Pour ce qui concerne les procédures de résilience destinées à faire face aux événements exceptionnels, AITHD se tient à la disposition de l'ARCEP pour échanger.

Fiche B.4. Accueil sur les réseaux FttH d'une gamme large d'usages

Question B.4

a. Les réponses que vous avez apportées à la consultation publique sur le projet de recommandation de 2016 vous semblent-elles toujours pertinentes ?

AITHD n'a pas de commentaires.

Question B.4

b. Vous semble-t-il pertinent d'imposer aux opérateurs d'infrastructure une obligation de fournir des offres de gros (le cas échéant en complétant le cadre législatif et réglementaire de régulation de la fibre) :

(i) destinées aux stations de transmission de base (BTS) ?

(ii) destinées aux besoins en multi-accès au niveau d'un « local » en domaine privé ?

(iii) destinées aux usages nécessitant l'accès en extrémité située en domaine privé mais en dehors d'un logement ou local à usage professionnel ?

(iv) destinées aux usages nécessitant l'accès en extrémité située sur domaine public ?

c. Si oui, sous quelles modalités d'accès ces offres doivent-elles, selon vous, être proposées ? Quelles sont les caractéristiques techniques attendues ? Doivent-elles, selon vous, faire l'objet d'offres de cofinancement, d'offres de location ?

d. La mise en œuvre de telles offres de gros est-elle susceptible de soulever des points d'attention particuliers ? si oui lesquels et pour quelles raisons ?

e. Faut-il envisager d'autres types d'usage que ceux mentionnés par l'Autorité dans la présente fiche et dont les réseaux FttH pourraient être le support ?

AITHD adresse d'ores et déjà dans son catalogue de services la plupart des besoins susmentionnés. AITHD a d'ailleurs été le premier opérateur d'infrastructure à intégrer l'accès aux BTS (sans qualité de service) dans son offre de cofinancement. Il ne nous semble pas pertinent ni légitime d'imposer de nouvelles obligations aux opérateurs d'infrastructure. En tant qu'opérateur de gros, AITHD a pour objectif de répondre aux besoins de ses clients, si ceux-ci sont raisonnables (par exemple en termes de taille minimale) et ne perturbent pas l'économie du RIP. Des questions existent peut-être pour la zone privée.

L'ARCEP ne distingue pas la BLOM et BLOD dans sa question. AITHD estime que l'utilisation de la BLOM ne sera sans doute pas pertinente si des usages venaient à exploser (smallcells 5G, IoT...) ou pour certaines exigences de qualité des entreprises.

De surcroît, le bi-fibre pourrait également permettre de répondre à certains des usages susmentionnés. En effet, le raccordement en bi-fibre ab initio permet de préparer le réseau à de potentiels besoins multi-accès qui pourraient apparaître sur le marché, par exemple de services d'alarme, de services multimédia... Dans ce cas, le client final n'aura pas à subir les inconvénients (jour de congé/RTT, RDV manqué, problématiques liées au GC, travaux...) liés à la construction du raccordement final une nouvelle fois puisque la fibre nécessaire au second service sera déjà présente sur le segment PBO-PTO. D'un point de vue économique, le raccordement en bi-Fibre permet

également de s'abstraire des coûts de construction d'un nouveau raccordement pour un coût supplémentaire très marginal au moment de la pose du premier raccordement. Le bilan coût/avantage nous semble donc très positif.

L'ingénierie des RIP d'AITHD a surdimensionné les liens de transport et de distribution afin d'anticiper d'éventuels usages futurs.

Fiche B.5. Complétude des déploiements en zones très denses et problématiques spécifiques de mutualisation

AITHD n'a pas de commentaires.

Fiche B.6. Disponibilité de la fibre dans les zones moins denses

Question B.6-1

a. Quelle est votre appréciation du niveau de qualité et d'exhaustivité des données IPE mises à disposition par les opérateurs d'infrastructure aux opérateurs commerciaux à la maille de l'immeuble ?

Les IPE compilent déjà un nombre très important d'informations, dont certaines figurent également dans le CR MAD. Ces fichiers requièrent des temps de traitement très significatifs et contraignants pour les opérateurs, en particulier pour les opérateurs d'infrastructure. AITHD ne souhaite pas ajouter davantage de complexité sur des fichiers. Des pistes de réflexion pour l'amélioration des dispositifs actuels pourraient être envisagées. Par exemple une rationalisation des informations entre IPE et CR MAD, il est sans doute inutile d'avoir des doublons entre ces deux dispositifs : risque d'incohérence, alourdissement des process...

Il peut toutefois exister des problématiques de qualité des informations, notamment celles liées aux adresses. Des discussions sont en cours dans le cadre du GT éligibilité organisé sous l'égide de l'ARCEP. AITHD participe à ce groupe. L'amélioration de l'éligibilité est dans l'intérêt de tous, y compris des opérateurs d'infrastructure, mais ne requiert pas forcément l'ajout de nouveau champ dans les protocoles existants.

Question B.6-1

b. Quelle serait l'utilité d'un processus de traitement plus industriel par les opérateurs d'infrastructure des données erronées, incohérentes ou manquantes signalées par les opérateurs commerciaux, et le cas échéant la forme que pourrait prendre un tel processus et votre appréciation de sa faisabilité ?

Afin de traiter les données erronées, incohérentes ou manquantes signalées par les opérateurs commerciaux, AITHD a mis en place un système de tickets via son extranet permettant de traiter les

demandes de modification. Cependant, un traitement manuel est encore préféré pour le moment afin de vérifier si la correction proposée est la bonne ou si une meilleure solution est possible en croisant plusieurs référentiels (adresses, cadastres, etc...). AITHD souhaiterait qu'il existe une plateforme commune entre les opérateurs commerciaux et les opérateurs d'infrastructure afin que les données erronées, incohérentes ou manquantes soient tenues à jour. Des demandes ont été faites en Interop sur ce point.

AITHD salue les travaux mis en œuvre par Interop mais constate que les délais d'implémentation des protocoles sont longs.

Question B.6-2

- a. En tant qu'opérateur d'infrastructure, comptez-vous proposer des locaux « raccordables sur demande » et l'offre de gros correspondante ? À quelle échéance ? Sur le fondement du flux Interop'Fibre ?
- b. En tant qu'opérateur commercial, comptez-vous proposer une offre de détail à destination des locaux « raccordables sur demande » ?
- c. Dans l'hypothèse où perdurerait l'absence d'offre de détail disponible sur les locaux raccordable sur demande, d'autres solutions devraient-elles être explorées pour assurer une éligibilité effective des locaux « raccordables sur demande », c'est-à-dire permettre à leurs occupants de souscrire à une offre de détail s'ils le souhaitent, ce qui suppose que, sur demande, leur local puisse être rendu raccordable pour pouvoir être ensuite raccordé ?

AITHD travaille actuellement sur la proposition d'offre de gros pour les RAD. Elle est également en train d'implémenter les protocoles correspondants validés en Interop, en particulier la partie infra (commande de PB) qui est embarquée dans le PM 3.1. et doit être mise en œuvre d'ici la fin de l'année.

Il est évident que tous les opérateurs d'infrastructure qui auront des locaux raccordables sur demande, au sein des zones privées comme publiques, AMII comme AMEL, y compris de manière transitoire, devraient également proposer une telle offre. Dans le cas contraire, ces locaux ne pourraient être considérés comme raccordables avec des conséquences le cas échéant sur les obligations de complétude.

Il est également évident que si les opérateurs commerciaux n'implémentent pas les flux concernés et ne proposent pas ces lignes à la commercialisation, les locaux raccordables sur demande resteront non raccordables en pratique.

Le sujet des raccordements et de la complétude ne se limite pas aux locaux raccordables sur demande. Il semble sur ce point étrange que l'ARCEP n'évoque absolument pas les autres types de raccordements pour lesquels le cadre reste à définir : cas exceptionnels, raccordements longs...

Dans son avis n°2019-0431 du 19 mars 2019, l'Autorité a invité le ministre à demander à AITHD « *de transmettre au Gouvernement et à l'Arcep les modalités contractuelles précises relatives aux catégories « cas exceptionnels » et « raccordements longs » identifiées dans son courrier*

d'engagements ». A ce titre, AITHD considère comme raisonnable que l'Autorité impose également aux autres opérateurs d'infrastructure de transmettre les modalités contractuelles concernées.

Par ailleurs, AITHD invite l'Autorité à engager une réflexion sans plus tarder sur ces cas particuliers. Ces raccordements posent de multiples questions en zone RIP et en zone AMEL d'un point de vue tarifaire par rapport aux coûts associés et le type de financement qui permettra de garantir leur déploiement mais également d'un point de vue opérationnel.

Fiche B.7. Comptabilité des coûts des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné

Question B.7-1

A votre avis, certains opérateurs devraient-ils être soumis à des obligations de transmission périodique allégées ? Si oui, quel(s) critère(s) vous semblerai(en)t être le(s) plus pertinent(s) pour définir ces opérateurs ? Que pensez-vous des deux pistes d'allègement évoquées par l'Autorité ?

Question B.7-2

Avez-vous des commentaires sur cette approche ? Quels points d'attention identifiez-vous sur sa mise en œuvre ?

Question B.7-3

Quels points d'attention particuliers identifiez-vous dans les restitutions comptables à venir ? Quelles mesures l'Arcep devrait-elle prendre en la matière ?

Question B.7-4

Pensez-vous utile que l'Arcep essaie de rapprocher autant que possible les restitutions demandées dans ces deux cadres ? Identifiez-vous d'ores et déjà des points d'attention particuliers ?

Question B.7-5

Avez-vous d'autres commentaires sur l'obligation de comptabilisation des coûts de la BLOM et le projet de l'Autorité de mettre en place un cadre de restitution unifié ?

Dans le cadre de la régulation asymétrique, l'Autorité a soumis Orange :

- À une obligation de comptabilisation des coûts des prestations d'accès concernant la fourniture en gros d'accès local en position déterminée et aux ressources et services qui y sont associés.
- À une obligation de séparation comptable concernant la fourniture en gros d'accès local en position déterminée et aux ressources et services qui y sont associés.

Cette obligation de comptabilisation des coûts et de séparation comptable s'impose à Orange en tant qu'opérateur exerçant une influence significative sur le marché. « *Etant donné la nécessité de détecter l'apparition de comportements discriminatoires et/ou de subventions croisées abusives entre*

le marché de gros et le marché de détail aval », l'Autorité considère comme justifié et proportionné d'imposer ces obligations à Orange.

Dans sa décision n°2017-1347, l'Autorité indique avoir « *engagé, dans le cadre de la régulation symétrique des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné (FttH), des travaux de définition d'une nomenclature comptable afin de préciser les modalités selon lesquelles les opérateurs déployant ces réseaux doivent établir la comptabilité prévue par les décisions n°2009-1106 du 22 décembre 2009 et n°2010-1312 du 14 décembre 2010* ».

La décision n°2009-1106 de l'Autorité impose à chaque opérateur d'immeuble d'« *établir et tenir à jour des informations relatives aux coûts retraçant les investissements réalisés du point de mutualisation aux logements* ». Cette obligation de comptabilisation des coûts vise les zones très denses. Elle est justifiée par l'ARCEP du fait des spécificités tarifaires de la zone qui prévoit un partage des coûts entre les opérateurs. La régulation tarifaire de la mutualisation en zone moins dense ne suit pas les mêmes principes.

Par ailleurs, le cadre symétrique appliqué par le régulateur français découle de dispositions européennes différentes de celles encadrant les pouvoirs asymétriques. Ces dispositions ne prévoient pas la possibilité pour le régulateur de demander des éléments comptables aux opérateurs régulés symétriquement. Cette possibilité est par ailleurs explicitement prévue dans les pouvoirs asymétriques des régulateurs. Au-delà des dispositions du CPCE, on peut donc s'interroger sur l'adéquation de cette nouvelle obligation symétrique avec le cadre européen.

Pour ce qui concerne les RIP plus particulièrement, AITHD s'interroge sur l'objectif poursuivi par l'ARCEP. Si la décision n°2009-1106 prévoit bien que « *la tarification mise en œuvre par l'opérateur doit pouvoir être justifiée à partir d'éléments de coûts* » et la décision n°2010-1312 que « *Les conditions tarifaires de l'accès au point de mutualisation doivent correspondre à une prise en charge d'une part équitable des coûts d'installation des lignes et des ressources associées* ». Ce lien entre tarifs et coûts n'est pas pris en compte par l'ARCEP pour les tarifs des RIP.

En effet, la loi du 6 août 2015 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques a confié à l'Autorité le soin de préciser les principes généraux que doivent respecter les RIP en matière de tarification. A ce titre, l'Autorité a publié ses lignes directrices en décembre 2015 encadrant les tarifs des RIP. L'Autorité a ainsi accès aux tarifs proposés sur les RIP FttH et les valide. Si elle juge les tarifs non adaptés, elle peut minorer ou majorer les tarifs présents sur le catalogue de service si ceux-ci sont trop élevés ou trop bas. Ces lignes directrices sont fondées sur les niveaux des zones privées et non sur les coûts des RIP.

En conséquence, AITHD considère que l'encadrement tarifaire résultant des lignes directrices de l'Autorité est d'ores et déjà un garde-fou suffisant lui permettant d'effectuer un contrôle tarifaire efficace au regard du cadre propre aux zones RIP.

Enfin, d'une part les opérateurs de RIP communiquent déjà des données de coûts aux autorités déléguées, d'autres part, ils sont souvent constitués en sociétés de projet pour lesquelles, le mise en

œuvre d'un reporting comptable complet, serait une charge opérationnelle et financière disproportionnée.

Pour toutes ces raisons, si l'ARCEP devait poursuivre dans cette voie, AITHD l'invite à la plus grande vigilance dans la mise en œuvre de ce reporting. Il conviendrait de cerner au préalable les objectifs de l'Autorité, en particulier dans la zone publique et dans la mesure où la régulation tarifaire ne s'appuie aujourd'hui pas sur les coûts. Il conviendrait également de veiller à ce que cette obligation reste proportionnée et donc de regarder dans un premier temps le type d'information déjà partagée par les opérateurs de RIP.

Pour ce qui concerne la zone AMEL, AITHD souligne que son organisation repose sur deux SPL très limitées en ressources et totalisent moins de 250000 prises à elles deux. Il serait disproportionné de leur imposer les mêmes obligations qu'aux opérateurs de dimension nationales.

Fiche B.8. Situation générale de la fibre

Question B.8-1

Quelle est votre appréciation des conditions tarifaires d'accès de gros aux réseaux FttH ?

Question B.8-2

Partagez-vous l'objectif d'une relative homogénéité nationale des conditions d'accès de gros aux réseaux FttH ? Quels sont, selon vous, les moyens les plus pertinents pour favoriser son maintien ?

Question B.8-3

Quelle est votre appréciation et quelles perspectives identifiez-vous concernant le recours aux offres de gros d'accès aux réseaux FttH sous forme de cofinancement ?

Question B.8-4

D'autres réorganisations, du même type ou de nature différente, sont-elles, selon vous, à prévoir dans l'organisation des relations entre opérateurs d'infrastructure et opérateurs commerciaux ?
Avez-vous vous-même prévu de faire évoluer votre organisation concernant la fourniture ou l'achat d'accès de gros aux réseaux FttH ? Y a-t-il selon vous des conséquences particulières auxquelles il conviendrait d'être attentif ou qu'il conviendrait d'anticiper ?

Question B.8-4

D'autres réorganisations, du même type ou de nature différente, sont-elles, selon vous, à prévoir dans l'organisation des relations entre opérateurs d'infrastructure et opérateurs commerciaux ?
Avez-vous vous-même prévu de faire évoluer votre organisation concernant la fourniture ou l'achat d'accès de gros aux réseaux FttH ? Y a-t-il selon vous des conséquences particulières auxquelles il conviendrait d'être attentif ou qu'il conviendrait d'anticiper ?

Question B.8-5

Une fermeture progressive du réseau de cuivre, qui pourrait être entamée lors du 6e cycle d'analyse des marchés, appelle-t-elle, selon vous, des évolutions du cadre général de régulation des réseaux de fibre optique jusqu'à l'abonné ?

AITHD se félicite que l'ARCEP soulève le sujet des conditions tarifaires des réseaux FTTH et invite l'Autorité à ouvrir une réflexion de fond sur ces aspects.

Le cadre tarifaire de la fibre n'est pas aussi contraignant que celui du cuivre. De plus, il diffère entre les zones. Il en résulte une situation très hétérogène, en particulier sur les niveaux tarifaires des offres de location et de bitstream.

De manière générale, AITHD est favorable à une homogénéisation des tarifs au niveau national, ceci est d'autant plus important dans la phase de démarrage, où la migration des abonnés vers la fibre est l'objectif premier. L'accélération de la commercialisation est simplifiée par des tarifs homogènes. L'homogénéisation des conditions tarifaires participe au bon fonctionnement du marché de gros dans cette première phase. Elle réduit également le risque concurrentiel entre les différents opérateurs d'immeubles et commerciaux et entre les différentes zones géographiques. C'est dans cette logique qu'AITHD applique dans ses zones AMEL des conditions tarifaires similaires à celles appliquées dans ses RIP, qui sont elles-mêmes conformes aux lignes directrices de 2015. AITHD remarque que cette pratique n'a pas été reprise dans toutes les zones AMEL et que les conditions appliquées en zone AMII et RIP divergent encore sur de nombreux points.

Une homogénéité nationale des conditions d'accès de gros aux réseaux FttH permettra aux acteurs du secteur d'assurer un déploiement cohérent et complet des réseaux FttH, d'éviter des superpositions inefficaces de réseaux et des stratégies de préemption de territoire par des opérateurs d'infrastructure.

L'homogénéisation des conditions de cofinancement, en particulier les conditions de renouvellement, devrait également être assurée, sur l'ensemble des RIP, mais aussi sur l'ensemble de la zone privée. Cette homogénéisation est essentielle pour le bon fonctionnement du marché de gros mais aussi pour les collectivités qui s'interrogent sur le modèle. AITHD note que le modèle garantissant 40 ans de droits semble être le plus répandu selon l'ARCEP. L'Autorité a également retenu ce délai dans sa décision qui vient d'être validée par la Cour d'Appel.

AITHD invite l'Autorité à assurer l'homogénéité des conditions tarifaires sur l'ensemble de la zone moins dense, privée comme publique.

A moyen terme, il pourrait être justifié de s'interroger sur les différences de coûts objectives qui peuvent exister entre les différentes zones et, le cas échéant, adapter les conditions tarifaires en conséquence. La réflexion pourrait débuter dès maintenant. AITHD est à la disposition de l'ARCEP pour contribuer.

Ensuite, nous invitons l'ARCEP à suivre les pratiques de certains opérateurs commerciaux qui souhaitent se positionner sur le marché de gros. Si ces opérations devaient se généraliser, l'ARCEP devrait alors réexaminer ses lignes directrices.

Enfin, l'Autorité s'interroge sur les différences qui existent entre les RIP et la ZAMII sur le recours au cofinancement. En effet, il semble que les OCEN souscrivent très peu au cofinancement dans les zones RIP. Il n'existe aucune différence entre les offres de cofinancement des RIP et de la ZAMII qui puisse justifier le choix des opérateurs commerciaux. Au contraire, AITHD a fait évoluer son offre d'accès pour répondre à l'ensemble des demandes des opérateurs souhaitant souscrire à du cofinancement. AITHD considère que le choix entre cofinancement et location est arbitrer de manière totalement opportuniste par les opérateurs commerciaux en fonction de leur stratégie financière. On observe d'ailleurs un mouvement de balancier sur le marché qui était très orienté, cofinancement au début des RIP, puis quasi-uniquement en location pendant le dernier cycle et pourrait devenir centré sur le cofinancement sur le prochain cycle.

Fiche B.9. Les infrastructures d'accueil pour le déploiement de la fibre

Question B.9-1

Avez-vous des observations à formuler quant au fonctionnement de l'offre d'accès aux infrastructures de génie civil d'Orange ?

Question B.9-2

Quels sont vos retours d'expérience sur le processus d'intervention en autonomie introduit par l'offre « GC BLO » V5 pour la rénovation, en phase de déploiement, des infrastructures de génie civil pour lesquelles Orange est propriétaire ou gestionnaire, et sur l'indemnisation de ces interventions sur le périmètre correspondant aux déploiements massifs ?

Question B.9-3

- Quel est votre point de vue sur la limitation du périmètre concerné par l'indemnisation des interventions en autonomie aux seuls déploiements massifs, car susceptibles de bénéficier à l'ensemble des opérateurs associés au déploiement d'une boucle locale optique mutualisée ?
- Est-ce qu'il serait opportun d'élargir le périmètre d'indemnisation des interventions en autonomie, sur le génie civil d'Orange ou géré par Orange, à d'autres types de déploiements et pour quelles raisons ? Quels seraient les déploiements concernés ?

Question B.9-4

Avez-vous rencontré des difficultés d'accès, et lesquelles, à des infrastructures de génie civil d'un acteur prédominant au sein d'une zone géographique limitée ? Le cas échéant, quelles actions seraient susceptibles d'y remédier ?

L'accès aux infrastructures physiques est un enjeu majeur des opérateurs déployeurs. En effet, on estime à plus de 70% du coût d'un réseau la part affectée aux infrastructures de génie civil. De manière générale, AITHD constate que les besoins liés aux infrastructures physiques dans les zones RIP sont très différents des besoins en zone privée. Ainsi, la zone RIP concentre la grande majorité

des besoins en appuis aériens et nécessite l'accès à des infrastructures gérées par des gestionnaires non telecoms comme Enedis ou l'ONF. L'accès à ces différentes infrastructures ne se fait pourtant toujours pas dans des conditions raisonnables. Il est urgent de remédier à cette situation afin de permettre aux opérateurs d'infrastructure de continuer à déployer à un rythme soutenu sur l'ensemble du territoire au bénéfice des utilisateurs les plus difficiles à raccorder qui sont souvent également ceux qui ne disposent pas aujourd'hui d'un débit suffisant.

Accès au GC d'Orange :

La mobilisation effective des infrastructures de génie civil d'Orange revêt un caractère stratégique et déterminant pour AITHD (et ses concurrents), pour les collectivités territoriales et pour les administrés afin de parvenir à assurer l'objectif de déploiement initial dans des conditions équitables et satisfaisantes. L'ARCEP qualifie d'ailleurs elle-même l'accès au GC de « *facteur essentiel du bon déroulement des déploiement FTTH* » dans le document en consultation.

A ce titre, les infrastructures de génie civil d'Orange étant « *incontournables* », l'ARCEP a relevé dans sa décision n°2017-1347 qu'« *il serait techniquement difficile, économiquement non viable et dans un cadre temporel inadapté de répliquer [ces infrastructures] à cette même échelle* ».

AITHD considère que l'accès aux infrastructures souterraines fonctionne globalement de manière effective même si certains aspects mériteraient d'être améliorés, ce n'est pas le cas de l'accès aux appuis aériens.

Orange dispose de 13 millions de supports aériens. Ces appuis aériens sont essentiels aux déploiements en zones moins denses, et en particulier dans les RIP. Les chiffres d'utilisation du GC publiés par l'ARCEP en open data illustrent ce point (ils pourraient d'ailleurs être utilement repris dans le document de bilan et perspective).

Volumes (en en m3)		2015 T4	2016 T4	2017 T4	2018 T4
Aérien massif	Tous opérateurs	86	365	810	1 608
	dont RIP	66	303	596	1 210
Aérien ponctuel	Tous opérateurs		318	379	472
	Dont RIP		8	24	55

Ces chiffres devraient encore augmenter dans les 2-3 prochaines années avec la montée en puissance des déploiements dans les zones RIP.

Il est donc crucial de garantir un accès efficace et non discriminatoire aux appuis aériens.

Malgré des avancées réelles depuis la décision de 2017, AITHD a, à de nombreuses reprises, soulevé les difficultés opérationnelles liées aux processus d'intervention en autonomie sur les appuis aériens et critiqué le tarif de remboursement des appuis aériens de ladite offre.

S'agissant des modalités opérationnelles, AITHD considère que ladite offre ne permet pas de s'approvisionner en poteaux de manière autonome pour la rénovation d'un appui aérien d'Orange, ni « *d'être maître de ses délais d'approvisionnement* » ou « *de sa gestion des stocks* » comme le prévoit pourtant la décision n°2017-1347 de l'Autorité (p.109). Ainsi, les modalités opérationnelles de l'offre GC BLO limite l'autonomie de l'opérateur dans la phase de construction (problématique de livraisons et d'approvisionnement de poteaux, de centres de stockage).

S'agissant du tarif de remboursement des appuis aériens de l'offre d'Orange, celui-ci est très significativement inférieur aux prix facturés par les sous-traitants (de plus de 100% pour les opérations de remplacement) pour la rénovation des appuis aériens d'Orange dans les RIP.

Les tarifs de remboursement d'Orange devraient pourtant refléter les coûts réellement supportés par les opérateurs tiers agissant en qualité de sous-traitant afin de ne pas créer un avantage concurrentiel inéquitable et injustifié au bénéfice d'Orange et au détriment des opérateurs d'infrastructure.

Par ailleurs, le tarif de remboursement des appuis d'aériens d'Orange étant un tarif unique, celui-ci est inadapté au regard de la diversité des types de poteaux à rénover/remplacer et à la variété des travaux à effectuer (renforcement, remplacement par un poteau bois, par un poteau composite). Orange devrait mettre en place plusieurs forfaits de remboursement en fonction du type de poteau à remplacer et de la nature des travaux de rénovation à effectuer. Les deux opérations de renforcement et remplacement nécessitent en effet des durées d'intervention et du matériel sensiblement différents.

Sans ces modifications tarifaires, les opérateurs utilisant les appuis aériens d'Orange supportent de manière injustifiée des coûts qu'ils ne peuvent recouvrer pour la rénovation d'un réseau qui ne leur appartient pas.

La décision n°2017-1347 de l'Arcep a introduit l'obligation pour la société Orange de faire droit, lors d'une demande d'accès en vue de déployer une boucle locale optique, aux demandes raisonnables d'intervention en autonomie des opérateurs alternatifs pour la rénovation du génie civil indisponible. Ces opérations visent uniquement les déploiements massifs c'est-à-dire mutualisés, dans la mesure où une intervention de ce type est susceptible de bénéficier à l'ensemble des opérateurs associés au déploiement d'une boucle locale optique mutualisée. En conséquence, la rémunération forfaitaire associée ne concerne également que ce type de déploiement.

En l'espèce, dans le cadre de déploiements massifs, l'article 17.10.1.3 de l'offre de la société Orange stipule que le coût de la main d'œuvre assurée par l'opérateur lui permettant de désaturer l'appui aérien est remboursé forfaitairement. A l'inverse, dans le cadre de déploiement ponctuel, l'article 18.6.3 de ladite offre de la société Orange précise que les études et la main d'œuvre concernant les travaux de renforcement ou de remplacement d'appui aérien sont à la charge de l'opérateur.

AITHD déplore que ces opérations et le remboursement associé ne concernent pas les boucles locales optiques dédiées (BLOD).

De manière générale sur l'offre d'Orange, AITHD constate des difficultés de la gestion du suivi des commandes d'accès. Afin de faciliter cette gestion, AITHD propose:

- Une référence unique par ZA SRO pour l'étiquetage ;
- Une indexation limitée à la gestion informatique pour le suivi des références de commandes d'accès.

AITHD considère qu'il serait opportun qu'Orange retire la copie du PIT sur les infrastructures utilisées en fin de travaux. Les données attributaires sont d'ores et déjà suffisantes pour identifier le cheminement dans le cas standard.

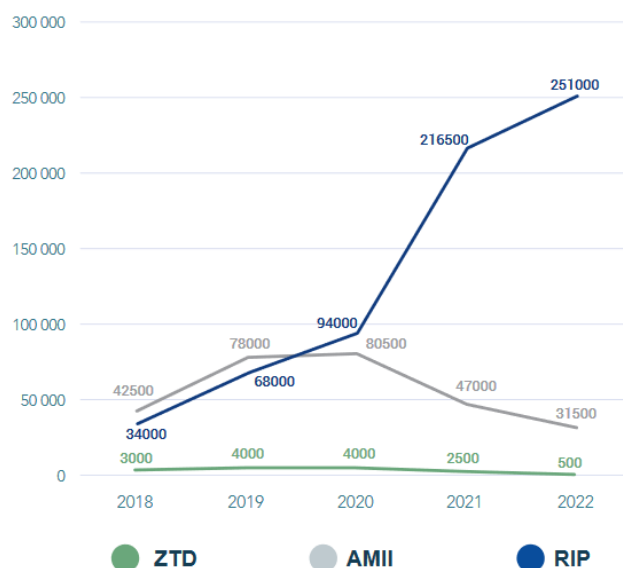
AITHD interpelle l'Autorité sur la nécessité de coordonner les travaux des liens NRO-PM entre les opérateurs afin que les déploiements des opérateurs d'infrastructure ne soient pas retardés et que les opérateurs commerciaux soient présents sur les RIP. Il existe un risque de saturation sur ce lien.

Enfin, AITHD invite l'ARCEP à ouvrir un chantier sur les problématiques liées à l'adduction dans les zones moins denses.

L'accès aux infrastructures des tiers

Le déploiement dans les zones rurales nécessitera de mobiliser des infrastructures physiques différentes de celles utilisées dans les zones AMII. Ces infrastructures sont détenues et gérées par des acteurs qui n'appartiennent pas au secteur des télécoms. Ces acteurs peuvent toutefois être considérés comme des gestionnaires d'infrastructure d'accueil au sens de l'article L.34-8-2-1 du CPCE. Il est essentiel que les conditions d'accès opérationnelles et tarifaires soient « *équitables et raisonnables* ». C'est le cas par exemple des appuis aériens d'Enedis et du GC géré par l'ONF.

Nombre de supports aériens ENEDIS mobilisés par année



Source : IDATE DigiWorld à partir de données installateurs / Délégataires / Collectivités / Enedis

Selon les estimations de l'Idate, l'utilisation des supports aériens Enedis devrait tripler entre 2018 et 2022 et concernera en grande majorité les zones RIP. Les conditions opérationnelles d'accès à ces supports ne permettent pas une utilisation aussi massive. Il existe donc un risque réel de ralentissement des déploiements ou de renchérissement des coûts. Il est urgent d'alléger et d'industrialiser les processus d'Enedis. De même, il est critique de faire évoluer la réglementation sur le calcul des charges et de s'interroger sur la tarification de l'accès à ces supports.

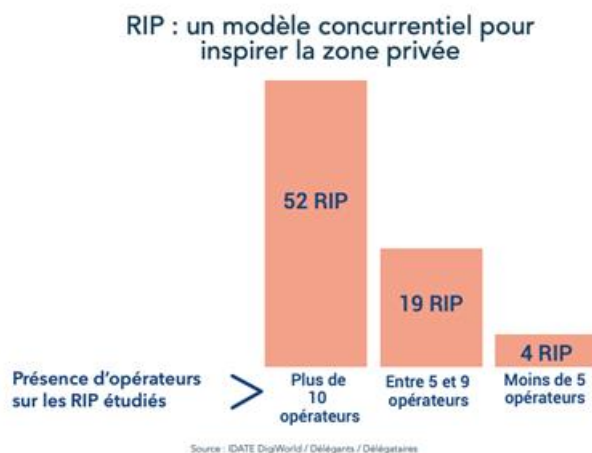
Par ailleurs, AITHD alerte l'Autorité des problématiques d'étiquetage liées à la convention Enedis (bandeaux verts). Les références de dossier mouvantes obligent les opérateurs à ré-ouvrir leur réseau pour ré-étiqueter. Il nous semble plus logique de faire évoluer les systèmes d'information de manière à garder pour un même point le même étiquetage tout au long de la vie du réseau et éviter des interventions humaines inutiles.

Concernant l'ONF, les conditions économiques d'accès aux infrastructures sont tout simplement rédhibitoires ([...]€ du mètre linéaire). Compte tenu de ce tarif, les raccordements de certains administrés sont aujourd'hui remis à plus tard. Il apparaît par ailleurs que les conditions ne seraient pas les mêmes pour tous les opérateurs d'infrastructure, ce qui pourrait soulever des questions concurrentielles.

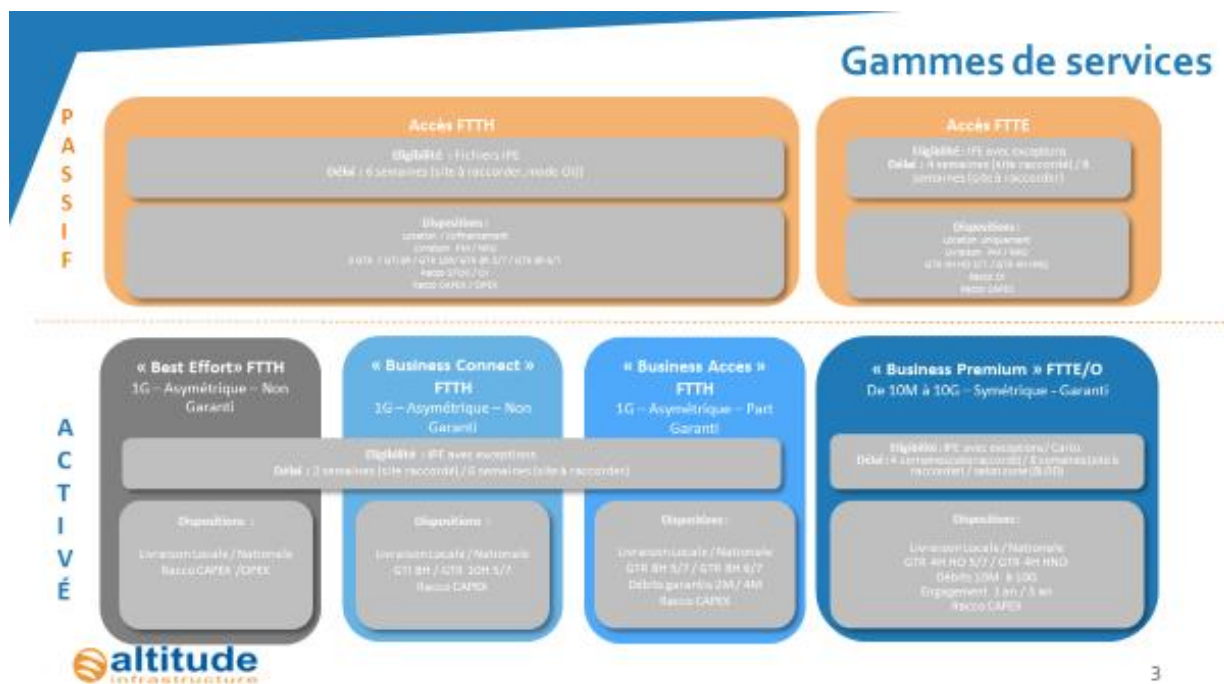
C. Fiches Professionnels & Entreprises

De manière générale, AITHD considère que le niveau de concurrence sur le marché aux entreprises reste trop faible et que cela explique en partie le retard de la France sur la digitalisation des entreprises (à la 18^{ème} place du classement européen comme le relève justement l'ARCEP). On observe d'ailleurs que si la bascule des abonnés vers la fibre est désormais une réalité sur le grand public, elle est encore quasiment inexistante sur l'entreprise. Ce constat n'est toutefois pas nouveau. Il devient néanmoins de moins en moins acceptable alors que l'accès à la fibre à des prix très abordables se généralisent pour les ménages français. Il devient donc plus qu'urgent de dynamiser de manière durable la concurrence fibre optique à destination des entreprises.

Le rôle de la concurrence dans la digitalisation des entreprises est illustré par l'exemple des RIP. Les opérateurs de RIP ont en effet développé des offres qui correspondent parfaitement aux besoins des opérateurs B2B : neutres, ouvertes et activées. Ces offres ont permis à des acteurs dynamiques et innovants de se développer, au bénéfice des entreprises clientes. AITHD est convaincu que ce foisonnement concurrentiel doit être préservé et étendu en dehors de la zone RIP.



Voici à titre d'exemple le catalogue proposé aux opérateurs entreprises par AITHD : accès BLOM ou BLOD, passif et activé, avec possibilité de garantie de débit et différentes variantes de GTR.



3

Malgré les efforts de l'ARCEP, le marché entreprise français se caractérise encore par la présence d'un duopole constitué par Orange et SFR. Déjà présent sur le marché du cuivre, ce duopole demeure une réalité sur le marché de la fibre. Pourtant la fibre devrait être l'opportunité de rebattre les cartes concurrentielles. La bascule des entreprises vers la fibre n'est pas encore amorcée, il est donc encore temps de prendre des mesures courageuses permettant la création d'un marché de gros efficace. Malheureusement les opérateurs de RIP ne permettent pas à un opérateur entreprise de couvrir l'ensemble du territoire. En particulier, si des boucles locales alternatives existent dans certaines parties de la ZTD, la ZAMII reste intégralement réservée à SFR et Orange : taux d'éligibilité très faible pour les entreprises et offres peu attractives par rapport aux offres proposées dans les RIP

A l'occasion du précédent cycle, l'ARCEP a fait le choix de pousser la mise en place d'un nouvel acteur de gros, neutre, dans l'objectif d'offrir une alternative à Orange et de voir émerger une offre activée nationale sur BLOM permettant de répondre aux besoins des entreprises. Ce choix était justifié par le souhait de mettre en place une concurrence de long terme et de permettre aux opérateurs entreprises actifs sur le marché de détail de s'abstraire des deux grands opérateurs intégrés sur le marché. En tant qu'opérateur neutre, AITHD ne peut que valider les objectifs poursuivis par l'ARCEP. AITHD constate également que la possibilité de disposer d'une offre activée de qualité nationale est nécessaire à l'animation concurrentielle du marché : permettre aux opérateurs de répondre aux besoins des entreprises partout en France, en particulier sur la zone AMII qui couvre 13 millions de prises et près de 45% des entreprises (et la zone RIP des opérateurs intégrés), et permettre aux opérateurs actifs sur les RIP de grandir et de changer d'échelle.

Dans sa consultation, l'ARCEP note l'arrivée de Bouygues et Free sur le marché entreprise. Ces annonces devraient certes introduire plus de concurrence sur le marché de détail aux entreprises. En revanche, ces acteurs ne fourniront pas une solution aux opérateurs alternatifs. Nous pensons qu'il serait dangereux de se limiter à un marché à 4 acteurs intégrés fixe/mobile, et résidentiel/entreprise et qu'il faut au contraire permettre aux alternatifs de continuer à émerger et croître (et pas seulement à vivoter). La généralisation des offres activées FTTE/FTTO reste donc nécessaire, que cela se fasse via Kosci ou un autre opérateur neutre, ou en l'imposant aux acteurs existants.

Concernant son réseau, AITHD a proposé, à la demande de l'ARCEP une offre d'accès passive aux lignes FttE à qualité de service renforcée. AITHD s'interroge sur la pertinence de cette demande en zone RIP, l'offre n'étant pas souscrite à ce jour. AITHD note surtout que l'obligation de proposer une offre FttE passive n'est pas généralisée. Elle est uniquement imposée aux opérateurs qui proposent des offres activées qui correspondent elles à un réel besoin sur le marché entreprise. AITHD comprend l'attachement de l'ARCEP au principe de répliquabilité. Reste que ces obligations supplémentaires sur les acteurs qui proposent de des offres activées ne concourt pas à créer un marché de gros efficace. Les offres proposées par les RIP non intégrés ne font plus débat. Il est maintenant nécessaire que l'ARCEP se penche sur les limites de celles proposées par les acteurs intégrés, quand elles existent, et les impose quand elles n'existent pas...

Les offres basées sur support FTTH viennent globalement compenser les offres ADSL et les offres SDSL dans une moindre mesure quand le besoin en débit est supérieur au besoin de garanties. Sur la technologie ADSL, la souscription d'option de GTR 4H est restée très limitée, moins de 10% du marché entreprise. De plus, cette GTR 4h faisait l'objet de nombreuses critiques de la part des opérateurs clients. Les difficultés opérationnelles connues sur le cuivre ont toutes les chances d'être exacerbées sur le FTTH où une multitude d'intervenants cohabite du fait du mode STOC. Pour toutes ces raisons, AITHD ne juge pas raisonnable, ni pertinent, d'imposer des options de qualité de service avec GTR 4H aux opérateurs d'infrastructures. La GTR n'est surtout pas une priorité pour la compétitivité du marché. Une option de GTR J+1 semble suffisante. AITHD dispose d'ores et déjà d'une gamme complète d'offres avec différents niveaux de GTR : 10h et 8h sur le FTTH, 4h sur le FTTE et FTTO.

Concernant les zones ZF1, AITHD privilégie l'approche consistant à maintenir le seuil existant mais autoriser à Orange de proposer des modalités différentes pour des communes très spécifiques et dans des cas exceptionnels. Il est essentiel de ne pas favoriser une extension massive de ces zones tant que la concurrence sur le marché de gros n'est pas efficace. AITHD n'est pas favorable à l'intégration du FTTE dans la prise en compte des critères de définition de la ZF1. La ZF1 initiale, qui

avait pour but de libérer des contraintes trop fortes sur certaines grandes villes, finit par représenter plus de 120 communes et concurrencer les RIP. Il n'est pas justifié de l'étendre davantage.